

29 novembre 2019

(19-8213)

Page: 1/1

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais

**DÉCLARATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU NOM DES PARTICIPANTS  
À L'INITIATIVE RELATIVE À "L'ACCORD SUR LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES, LE COMMERCE ET LA DURABILITÉ"**

*Session ordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE)  
des 26 et 27 novembre 2019*

---

Le présent document est distribué à la demande de la **Nouvelle-Zélande**.

1. Nous avons le plaisir d'annoncer au Comité que le 25 septembre 2019, en marge de la Leaders' Week de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, la Nouvelle-Zélande ainsi que la Norvège, l'Islande, le Costa Rica et les Fidji ont annoncé le lancement de l'initiative relative à l'"Accord sur les changements climatiques, le commerce et la durabilité" (ACCTS).
  2. Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et relever le défi urgent auquel toutes les nations doivent faire face en ce qui concerne les changements climatiques, la stabilité économique et nos objectifs de développement durable, il faut transformer l'économie mondiale. Cette transformation devrait permettre de faire progresser l'économie, de faire augmenter les revenus et d'améliorer la situation environnementale. Cependant, il est primordial que les pays agissent sans délai pour atteindre ces objectifs.
  3. Comme tous les membres de ce comité le savent, il y a une foule d'actions connues dans le domaine de la politique commerciale qui peuvent contribuer de manière significative à lutter contre les changements climatiques et d'autres problèmes environnementaux graves.
  4. L'initiative ACCTS vise à montrer concrètement comment les règles et l'architecture commerciales peuvent servir à protéger le climat et à soutenir les objectifs plus vastes de développement durable tout en générant une dynamique orientée vers un résultat multilatéral final. Ce résultat devrait assurer un soutien mutuel entre politique commerciale et politique environnementale, et reconnaître le défi particulier auquel sont confrontés les petits pays insulaires en développement ainsi que leur vulnérabilité face aux effets du changement climatique.
  5. L'ACCTS inclura des règles commerciales qui aideront à réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et qui faciliteront l'accroissement des échanges contribuant au développement durable. Il sera pleinement compatible avec les règles de l'OMC et les autres accords internationaux.
  6. L'ACCTS inclura des mesures telles que la suppression des droits de douane sur les biens environnementaux et l'établissement de nouveaux engagements concernant les services environnementaux; l'établissement de disciplines visant à éliminer les subventions préjudiciables qui sont accordées aux combustibles fossiles; et l'élaboration de lignes directrices pour éclairer et promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de mécanismes volontaires d'écoétiquetage. Cet instrument ayant valeur de traité sera ouvert à d'autres pays, qui pourront y accéder dans le futur s'ils sont en mesure de remplir les obligations qu'il impose.
  7. Enfin, le but visé est que cette initiative, proposée initialement par un groupe de Membres de l'OMC, puis ouverte à tous ceux qui peuvent satisfaire à la norme établie, ouvre à la longue la voie au multilatéralisme. Les négociations entre les membres du groupe initial devraient commencer en février/mars de l'année prochaine et seront menées à terme le plus rapidement possible. Nous restons déterminés à tenir le Comité informé des progrès accomplis et sommes particulièrement désireux d'engager des discussions avec tout Membre qui souhaiterait participer.
-